Elections législatives du 23 novembre 1958

TROISIEME CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE

Union des Forces Démocratiques

Une impressionnante succession de gouvernements impuissants avait convaincu le peuple français que le régime parlementaire, tel qu'il fonctionnait, conduisait le pays à la catastrophe. Mais ce peuple, trop désuni et trop désillusionné, ne se sentait pas capable d'assumer lui-même le redressement de la nation en la délivrant de l'arrivisme individuel et de l'immobilisme collectif. Aussi ratifia-t-il la candidature du Général DE GAULLE parce qu'il ne doutait pas de sa volonté de s'élever au-dessus des redoutables forces qui la suscitèrent.

Il serait malhonnête de donner un autre sens au geste d'au moins 50 % de Français qui ont dit OUI et dont les **sentiments républicains ne sont pas plus douteux** que ceux de leurs concitoyens qui répondirent NON. **Mais ce fut tout de même un geste de démission.**

La politique du Général DE GAULLE vis-à-vis des territoires d'Outre-Mer est plus intelligente et plus généreuse que ne le fut celle de ses prédécesseurs.

A l'intérieur, le cours quotidien de la vie publique est **pour l'instant plus libéral** qu'il ne l'était sous M. MOLLET, BOURGES-MAUNOURY ou GAILLARD. Le peuple a donc retrouvé un sentiment de sécurité, il ne doute plus du courage de son chef, ni de sa conscience civique.

Mais cette sécurité est une fausse sécurité.

Nous maintenons qu'en cas de nouvelles difficultés graves, il n'y a plus de recours démocratique, la seule garantie des libertés, c'est DE GAULLE lui-même ! **Or cette garantie est temporaire.**

La logique du système nouveau, puisqu'elle érige un homme en dépositaire suprême de la souveraineté nationale voudrait qu'on lui prévoie automatiquement un héritier à sa taille. C'est-à-dire qu'on établisse la monarchie. Mais l'étoffe dont est fait le roi, rend difficile la recherche de celui qui serait taillé dans le même tissu. Le seul successeur digne de DE GAULE c'est la **souveraineté du peuple tout entier**, c'est une Chambre **capable d'assumer cette souveraineté.**

Nous vous convions, républicains, à réfléchir comme nous sur le problème de l'échéance que le Référendum a reculée mais qu'il n'a hélas pas supprimée.

Le Référendum a permis au gouvernement de faire une loi électorale qui mieux que la proportionnelle assure, si les voix populaires ne se déplacent pas, le triomphe **des plus vieilles formations politiques**, et des plus tarées De ces formations et de ces hommes, que tant d'entre vous ont cru condamner le 28 septembre.

Déjà, dans les criailleries, les appétits des **princes du système défunt, qui sont aussi ceux du système présent**, se disputent les postes non pour y servir, mais pour tout simplement y vivre dans les faux honneurs, comme ils l'ont toujours fait.

Vieux républicains, qui ne pouvez oublier vos premières amours, craignez que de confier les jours de la Ve République à la sauvegarde de ceux qui ne voulurent sauver la IVe ne nous conduise cette fois à la capitulation totale devant tout autre chose que la tutelle du Général DE GAULLE. **Il faudra bien qu'un jour la République puisse tenir debout, toute seule, sans tuteur; elle ne le pourra jamais si vous la confiez à ceux qui l'ont perdue.**

Tout ce qui est arrivé, l'**UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE** l'avait prédit :

Prédit, que le dernier « quart d'heure » durerait des années. Que la pacification serait la guerre. Que la guerre en Algérie ce serait la fin de la république en France. Que cette guerre ne pourrait finir que par la négociation.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Nous vous disons maintenant que si cette guerre ne finit pas : personne ne fera les maisons prévues; personne ne mettra la France à sa place sur le marché européen; personne ne fera de l'Algérie une nation moderne, équipée et instruite; personne n'empêchera la paralysie d'atteindre l'économie française, et le chômage de se développer, et la misère de s'installer, et les français de se décourager, et la République de sombrer dans les convulsions.

Voici des chiffres : la moyenne hebdomadaire du travail dans la métallurgie est tombée de 52 heures à 43 heures à Paris; dans le textile, elle est de 32 heures pour la France; dans l'industrie des appareils ménagers, 800 ouvriers ont été licenciés à Lyon; 250 chez Thomson à Nevers; 150 chez Hoover au Havre; et encore 500 à la C.I.M.A. à Saint-Dizier qui réduit la semaine de travail à 32 heures.

Ce sont là les **signes avant-coureurs d'une crise sérieuse**. La classe ouvrière s'est laissé prendre au mirage des heures supplémentaires. Aujourd'hui, là comme sur le plan politique, l'heure de la lutte sonne.

Ici comme ailleurs, groupés dans l'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES, socialistes de l'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE et du PARTI SOCIALISTE AUTONOME, démocrates républicains de l'UNION DEMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DE LA RESISTANCE, et amis de Pierre MENDES-FRANCE, syndicalistes de toutes centrales, hommes de toutes confessions, appellent à s'unir toutes les volontés libres.

Nous sommes tous très conscients du discrédit qui s'attache aux fonctions politiques, mais il n'est pas possible, sous prétexte de dégoût, d'abandonner. Et puis, nous espérons trop de ce peuple, pour ne pas lui proposer **de voter par devoir pour ceux qui se présentent à lui par devoir.**

Le candidat : **Alexandre MONTARIOL**
Instituteur

DE L'UNION DE LA GAUCHE SOCIALISTE
PRESENTE
PAR L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES

Vu : le remplaçant éventuel
Georges GOS
Déporté de la Résistance

S. G. I. — Toulouse

Sciences Po / fonds CEVIPOF